

## Fiscalité: Giraud (LREM) suggère une "contribution" des très grandes entreprises

Paris, France | AFP | jeudi 06/12/2018 - 19:15 UTC+1 | 313 mots

Le rapporteur général du budget à l'Assemblée, Joël Giraud (LREM), a estimé jeudi que les "très grandes entreprises" pouvaient être "mises à contribution" pour de nouvelles recettes qui compenseraient l'annulation des hausses de taxes sur les carburants pour 2019.

"Il appartient au gouvernement de trouver 4 milliards de recettes (ou d'économies) afin de ne pas dévier de la trajectoire prévue de la dette", a affirmé dans un communiqué le député des Hautes-Alpes.

Il a ajouté que "les très grandes entreprises dont il ne perçoit pas, au contraire des PME et ETI (entreprise de taille intermédiaire), le rôle dans la reprise de l'économie, peuvent être à son avis personnel mises à contribution".

"Il y a une chose que je n'aime pas dans ce type de réflexe, c'est l'idée que les grandes entreprises c'est un tas d'or dans lequel on peut puiser finalement à sa guise, quand il y a un problème", a réagi Stéphane Richard, PDG de l'opérateur de télécoms Orange, au micro de FranceInfo.

"Les grandes entreprises sont sur des marchés très concurrentiels, elles se développent à l'international, elles servent l'économie française, elles dépensent beaucoup d'argent en recherche et développement", a-t-il ajouté.

Le patron français accueille plus favorablement, mais sans s'engager, l'idée d'une prime exceptionnelle de fin d'année, défiscalisée, soutenue par le gouvernement: "Il faut qu'on regarde quels sont les dispositifs possibles, peut-être un coup de pouce. (...) Que cela prenne la forme d'une prime ou autre, il va falloir qu'on lâche du lest et qu'on entende ce qui se passe."

M. Giraud, qui avait évoqué mardi une possible suspension "définitive" de certaines mesures fiscales, s'est par ailleurs félicité de la décision de l'exécutif, qui a renoncé mercredi aux augmentations de taxes sur les carburants pour l'année 2019.

"Le terme de suspension utilisé par le Premier ministre imposait cette réponse au scepticisme ambiant afin d'éviter toute confusion avec un simple moratoire", a-t-il dit.

ll-juj/soe/jlp